



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

Éducation
Enseignement
Supérieur

RP
02 au 06
mars 2026

UCAD : entre bilan salué et défis à relever pour le nouveau Secrétaire général



L'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) a servi de cadre, ce lundi 2 mars 2026, à la cérémonie officielle de passation de service entre le Secrétaire général sortant, Elimane Ba, et son successeur, Seydi Ababacar Mbengue. Une séquence solennelle, placée sous la supervision d'un inspecteur du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, symbole d'une « continuité républicaine » au sein de l'administration universitaire.

Après plusieurs années à la tête du secrétariat général, Elimane Ba quitte l'UCAD pour rejoindre l'Université du Sine Saloum El-Hâdj Ibrahima NIASS. Son passage est marqué par « la modernisation des procédures administratives », le « renforcement du dialogue social » et la « consolidation de la gouvernance universitaire », selon des témoignages recueillis au Rectorat.

En guise d'hommage, le personnel lui a réservé une haie d'honneur, saluant « un engagement constant au service de l'institution ». Son successeur, Seydi Ababacar Mbengue, arrive avec une solide expérience du système universitaire sénégalais. Ancien CSA à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, il a ensuite occupé le poste de Secrétaire général à l'Université Alioune Diop de Bambey depuis mars 2023. Réputé pour sa rigueur et son sens de l'organisation, il est attendu sur le chantier de la consolidation des acquis.

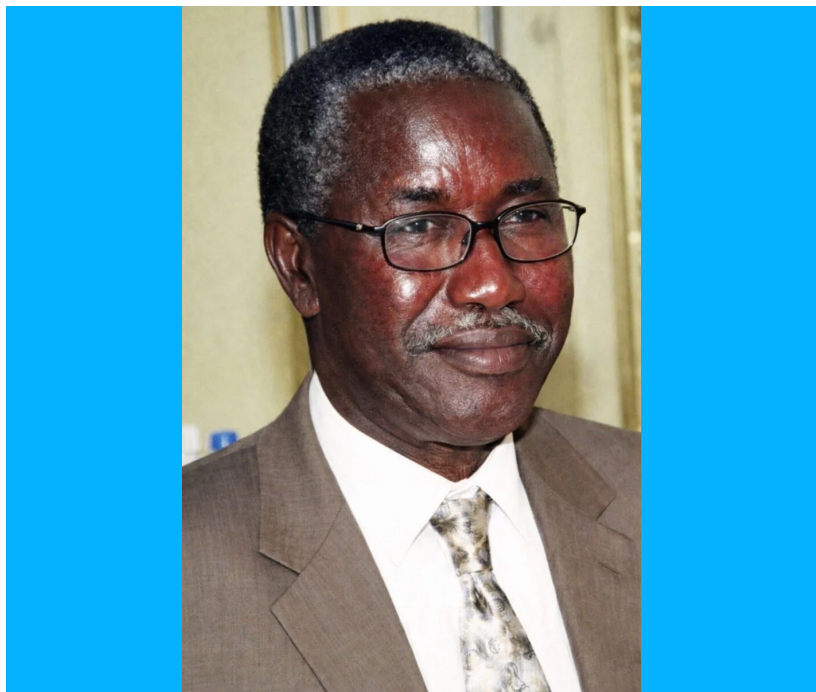
Le recteur, Alioune Badara Kandji, a salué « l'élégance républicaine et le sens du devoir » d'Elimane Ba, tout en formulant des vœux de « pleine réussite » à son successeur. Dans une adresse empreinte d'émotion, le secrétaire général sortant a rappelé : « Nous formons une famille », invitant l'ensemble du personnel à accompagner la nouvelle équipe « avec professionnalisme et dévouement ».

À l'UCAD, une page se tourne, mais l'ambition demeure : poursuivre la marche vers l'excellence et la défense de l'intérêt général.

https://senego.com/ucad-entre-bilan-salue-et-defis-a-relever-pour-le-nouveau-secretaire-general_1932686.html

NATIONALE

Pr Sékou Pathé Gueye : l’Ucad rend hommage à un brillant intellectuel 17 ans après son décès



4 mars 2009 et 4 mars 2026, cela fait 17 ans que le professeur Sékou Pathé Gueye a quitté cette vie d’ici-bas. Mais, comme l’a écrit le poète sénégalais Birago Diop : « Ceux qui sont morts ne sont jamais partis : Ils sont dans l’Ombre qui s’éclaire ». Et le philosophe Sékou Pathé Gueye fait partie des morts qui continuent d’éclairer la pensée de jeunes universitaires et chercheurs sénégalais plus d’une décennie après sa disparition. D’ailleurs, son ouvrage intitulé « Du bon usage de la démocratie en Afrique » fera date dans l’histoire de la citoyenneté en Afrique et sera gravé en lettres d’or dans les annales du processus de démocratisation sur le continent.

Le natif de la région naturelle du Sine a, sur le plan éducatif, joué un rôle clé au Sénégal. D’abord en sa qualité d’enseignant dans les lycées, de 1973 à 1981, puis au département de Philosophie de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l’Ucad où il fut recruté en 1991. Promu professeur titulaire des universités à partir du 1er octobre 2001, il a su inspirer plusieurs générations d’étudiants et d’élèves, grâce à ses aptitudes pédagogiques.

Professeur admiré par ses étudiants
« Grand philosophe, brillant intellectuel, professeur admiré par ses étudiants, militant engagé, homme d’une grande générosité et d’une rare intégrité morale : il est difficile de décrire toutes les facettes de cette personnalité hors pair », a témoigné Robert Hue, un homme politique français, à la disparition de son ami.

Très attaché à la philosophie postmoderne, il est bien connu dans les milieux universitaires du monde entier pour être l’auteur de plusieurs publications sur le devenir de l’humanité et de l’Afrique.

Enseignant dans plusieurs universités européennes, il a tenu à garder ses cours à l’université Cheikh Anta Diop de Dakar. Très engagé au Parti de l’indépendance et du travail du Sénégal, il était considéré comme, selon M. Hue comme « un idéologue, un stratège talentueux fidèle » aux idéaux de l’émancipation des peuples.

Militant communiste et de la cause africaine, le Pr Sékou était homme de lettres, philosophe, journaliste et grand débatteur. Il était, d’après l’écrivain et docteur en droit public sénégalais Amadou Bal Ba, « un esprit brillant » et surtout particulièrement « attachant ».

<https://lesoleil.sn/actualites/education/pr-sekou-pathé-gueye-lucad-rend-hommage-a-un-brillant-intellectuel-17-ans-apres-son-deces/>

80 RECOMMANDATIONS POUR RÉFORMER L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



Le Sénégal franchit une nouvelle étape dans la réforme de son système universitaire. Le secrétaire général du ministère de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Innovation (MESRI), Fary Seye, a présidé, mardi 3 mars 2026, la cérémonie d’ouverture de la journée de partage des conclusions de l’Agenda national de transformation de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Innovation (ANTESRI). Il représentait à cette occasion le ministre de tutelle, le Pr Daouda Ngom.

Cette rencontre marque un moment clé dans le processus de refondation du sous-secteur. Après huit mois de travaux, le comité d’appui et de pilotage de l’ANTESRI, dirigé par le Pr Boubacar Diop, dit Bouba Diop, a élaboré un rapport stratégique dont le pré-rapport a été présenté aux acteurs du secteur.

Le document propose 80 recommandations visant à impulser une transformation structurelle du système national d’enseignement supérieur, de recherche et d’innovation. Ces propositions portent notamment sur l’amélioration de la gouvernance universitaire, le renforcement de l’efficacité du système et une meilleure adéquation entre les formations et les besoins du développement national.

Selon Fary Seye, cette initiative s’inscrit dans la dynamique de réforme impulsée par le président de la République, Bassirou Diomaye Diakharr Faye, qui a demandé au ministère d’identifier les leviers nécessaires pour améliorer la performance du sous-secteur. « Il a été retenu de créer un cadre inclusif de concertation avec l’ensemble des acteurs internes et externes et de piloter avec diligence le processus de refondation du système national de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Innovation », a indiqué le secrétaire général du MESRI.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/gouvernance-performance-et-innovation-lantesri-propose-80-recommandations-pour-reformer-lenseignement-superieur>

Enseignement supérieur privé: L’État insiste sur la régulation des établissements et le respect des textes



L’enseignement supérieur privé occupe une place stratégique dans l’écosystème universitaire sénégalais. C’est le message délivré par le ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Innovation, le Pr Daouda Ngom. Il présidait, hier, à Dakar, la deuxième édition de la réunion annuelle de partage d’informations avec les Établissements privés d’enseignement supérieur (Epes). Devant les responsables d’écoles privées et les structures de régulation, le ministre a insisté sur la régulation de ces structures.

Le Pr Ngom a également souligné la nécessité de consolider un partenariat responsable entre l’État et le secteur privé afin de garantir une formation de qualité aux étudiants. Selon lui, le secteur privé contribue fortement à l’élargissement de l’offre universitaire et à l’absorption de la demande croissante de l’accès à l’enseignement supérieur. Il a rappelé que 21 % des étudiants sénégalais sont aujourd’hui inscrits dans les établissements privés, soulignant ainsi le rôle majeur de ces institutions dans la formation du capital humain. Le ministre a estimé que ce sous-secteur constitue désormais un pilier du système universitaire national, affirmant qu’il occupe aujourd’hui une place essentielle dans l’écosystème de l’enseignement supérieur ». Dans un contexte marqué par les mutations technologiques et économiques, le Pr Daouda Ngom a indiqué que l’Enseignement supérieur, la Recherche et l’Innovation sont devenus des leviers incontournables du développement. « Dans un monde en pleine mutation, marqué par des révolutions numériques, climatiques et sociétales, l’enseignement supérieur, la recherche et l’innovation ne sont plus un luxe, mais des impératifs vitaux », a affirmé le Pr Ngom.

Le ministre a également inscrit cette dynamique dans la perspective de la Vision Sénégal 2050, qui ambitionne « de bâtir une économie souveraine reposant sur un capital humain de qualité ». Il a expliqué que cette orientation implique une meilleure régulation du secteur et une adaptation des formations aux besoins du marché du travail. Selon lui, l’État entend renforcer les partenariats public-privé afin de faire du capital humain un véritable moteur de croissance. Insistant sur la nécessité de garantir la crédibilité des diplômes, le Pr Daouda Ngom a rappelé que le respect des textes réglementaires constitue une exigence incontournable. Il a ainsi indiqué que « le respect strict des dispositions législatives et réglementaires garantit la qualité des formations offertes, la protection des étudiants et la crédibilité de nos diplômes tant au plan national qu’international ».

<https://lesoleil.sn/actualites/education/enseignement-superieur-prive-letat-insiste-sur-la-regulation-des-etablissements-et-le-respect-des-textes/>



Enseignement supérieur : la Guinée renforce son personnel avec 300 enseignants-chercheurs

En Guinée, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation accueille 300 enseignants chercheurs titulaires d'un doctorat. La cérémonie tenue le mardi 3 mars sous la présidence du Premier ministre Amadou Oury Bah reflète la volonté des autorités de consolider la réforme en cours du système universitaire.

Selon le texte officiel, cette intégration constitue « une étape majeure dans le renforcement du personnel enseignant de l'enseignement supérieur » et s'inscrit dans un « programme de recrutement d'enseignants chercheurs et de chercheurs titulaires de doctorat ».

Cette cohorte prolonge une première vague intervenue en octobre 2024, lorsque 153 enseignants chercheurs avaient déjà rejoint les universités publiques. La dynamique traduit une accélération des recrutements après plusieurs années de tension sur les effectifs.

Un système sous pression démographique

Le renforcement du personnel intervient dans un contexte de contraintes structurelles persistantes. D'après le quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH-4) conduit par l'Institut national des statistiques (INS), 79 % de la population guinéenne a moins de 35 ans. Cette jeunesse alimente chaque année l'afflux vers le secondaire puis vers l'université.

Les résultats du baccalauréat illustrent cette dynamique. Lors de la session 2024, 83835 candidats ont composé et 20660 ont été déclarés admis, soit un taux de réussite de 24,64 %. En 2025, 69119 candidats ont composé l'examen et 22351 ont été admis, portant le taux de réussite à 32,34 %. Malgré un nombre de candidats en baisse, le volume d'admis progresse, élargissant le vivier potentiel d'étudiants entrant dans l'enseignement supérieur.

Dans l'enseignement supérieur, les effectifs dépassaient 64000 étudiants dans les établissements publics en 2022-2023, selon l'annuaire statistique du ministère, et les projections anticipaient une poursuite de la hausse. En incluant le privé, les estimations nationales évoquaient un total supérieur à 100000 inscrits. Cette croissance rapide met sous tension les infrastructures et surtout le ratio d'encadrement, estimé à 154 étudiants pour un enseignant, soit plus de six fois la norme de 25 préconisée par l'UNESCO.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-services/0503-136360-enseignement-superieur-la-guinee-renforce-son-personnel-avec-300-enseignants-chercheurs>

INTERNATIONALE

Algérie : Octroi du premier agrément à une société de capital-risque à caractère universitaire



Application efficace de l'IA dans l'enseignement supérieur



Émirats : écoles et universités fermées jusqu'à mercredi



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, accompagné du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présidé, lundi à Alger, la cérémonie de remise du premier agrément en Algérie à une société de capital-risque à caractère universitaire au profit de la "Société d'investissement financier de l'Université Alger 3".

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Baddari a précisé que cet événement "d'une grande importance s'inscrit dans le processus de réforme de l'université algérienne et constitue une première nationale, étant le premier agrément accordé par la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) à une institution universitaire représentée par l'Université Alger 3, sous la forme d'une société de capital-risque, en sus de l'organisation d'un fonds de fonds".

Cet événement, a-t-il souligné, consacre "l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la réforme de l'université et du renforcement de son rôle économique, en lui permettant de se transformer en un acteur productif contribuant au financement du développement".

Pour sa part, M. Bouzred a salué "cette initiative pionnière qui consacre l'entrée de l'université dans le domaine de l'investissement financier, dans une démarche sans précédent reflétant la transformation qualitative du rôle de l'université en tant que partenaire clé dans la dynamique du développement économique".

Il a souligné que cette expérience représente "un véritable soutien au développement du marché financier national et au renforcement de la culture de l'initiative et de l'esprit d'investissement", de même qu'elle met en avant "la maturité des compétences nationales et leur capacité à contribuer efficacement à la construction d'une économie diversifiée et durable, fondée sur le savoir et l'innovation".

<https://www.aps.dz/fr/algerie/education-et-technologie/mm97kts1-octroi-du-premier-agrement-a-une-societe-de-capital-risque-a-caractere-universitaire>

L'intelligence artificielle (IA) révolutionne l'enseignement et l'apprentissage, contribuant de manière significative aux progrès de l'éducation moderne. Cependant, outre son potentiel et les opportunités qu'elle offre, le développement de l'IA dans l'enseignement supérieur soulève également de nombreux défis. Le corps professoral, le personnel et les étudiants de l'Académie de police populaire utilisent l'intelligence artificielle dans leurs activités de conseil et de recrutement.

Dans l'enseignement supérieur, l'IA ne se contente pas de soutenir l'enseignement et l'administration, mais contribue également à repenser les expériences d'apprentissage personnalisées, à renforcer l'engagement du corps professoral, à favoriser les modèles de co-crédation entre les universités et les apprenants et à promouvoir la restructuration des modèles d'enseignement supérieur vers une approche centrée sur l'apprenant.

Selon le Dr Nguyen Dang Khoa (Université nationale d'économie), l'intelligence artificielle dans l'éducation améliore non seulement la qualité de l'enseignement, mais contribue également à une plus grande efficacité des établissements scolaires et des organismes éducatifs, en leur permettant de fournir aux apprenants des connaissances précises et opportunes. Plus précisément, l'IA peut faciliter l'analyse des résultats d'apprentissage, permettant ainsi de formuler des recommandations pédagogiques pertinentes, tout en allégeant la charge administrative des enseignants et en leur permettant de se concentrer davantage sur l'enseignement.

Les plateformes d'IA dans l'enseignement supérieur permettent aux enseignants de rechercher et d'enregistrer des suggestions, contribuant ainsi à l'élaboration de nouveaux programmes d'apprentissage et de cours de haute qualité pour l'université, et favorisant l'interaction et l'acquisition de connaissances pour les étudiants. L'application de l'IA dans l'enseignement supérieur peut contribuer à réduire les coûts de formation, permettant aux universités de réaliser des économies et d'investir dans les activités de formation.

De nombreux experts en éducation estiment que, dans un contexte de concurrence mondiale et d'exigence d'innovation en matière de qualité de la formation, les universités vietnamiennes doivent intégrer l'IA comme un élément central de leur stratégie de développement. L'objectif n'est pas que la technologie remplace l'humain, mais qu'elle renforce la relation entre enseignants, étudiants et établissements d'enseignement.

<https://www.vietnam.vn/fr/ung-dung-ai-hieu-qua-trong-giao-duc-dai-hoc>

Les autorités émiriennes ont décidé de fermer temporairement toutes les écoles et universités du pays jusqu'à mercredi 4 mars inclus. Les cours se dérouleront à distance dans le cadre des mesures de précaution exceptionnelles mises en place à l'échelle nationale.

Face aux mesures exceptionnelles prises dans le pays, notamment la fermeture de l'espace aérien, les autorités émiriennes ont annoncé le passage temporaire à l'enseignement à distance pour tous les élèves et étudiants du pays.

Le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont annoncé conjointement que les cours se dérouleront à distance du lundi 2 mars au mercredi 4 mars 2026 dans l'ensemble des établissements publics et privés des Émirats arabes unis.

Cette mesure concerne :

- les élèves des écoles publiques et privées ;
- les étudiants des universités ;
- les enseignants ;
- le personnel administratif.

Les étudiants et les équipes éducatives travailleront donc depuis leur domicile pendant cette période.

Une mesure de précaution exceptionnelle

Cette décision intervient dans un contexte de tensions régionales accrues et de mesures de précaution renforcées dans le pays, incluant notamment la fermeture de l'espace aérien des Émirats arabes unis.

Dans leur communiqué, les autorités précisent que la situation sera évaluée en continu tout au long de la semaine. La période d'enseignement à distance pourrait être prolongée si nécessaire, en fonction de l'évolution de la situation régionale et nationale.

Les autorités appellent les familles et les établissements à suivre les communications officielles pour toute mise à jour. Nous continuerons à informer la communauté française des évolutions concernant le fonctionnement des écoles et universités aux Émirats arabes unis.

<https://lepetitjournal.com/dubai/emirats-ecoles-universites-fermees-mercredi-436413>